

VII. Amitiés internationales, acte II

Les premières initiatives de rapprochement entre les anciens belligérants viennent, nous l'avons vu plus haut, surtout de la génération des anciens combattants, souvent assez jeunes, en liaison avec des personnalités politiques, intellectuelles et artistiques parfois bien plus âgées. Malgré la participation relativement grande à quelques manifestations publiques, les partisans actifs du rapprochement restent une très petite minorité, sans grande résonance dans les médias. En Allemagne les problèmes de politique intérieure dominant et le « revanchisme » trouve un public beaucoup plus important que le pacifisme. En France, si la méfiance à l'égard du voisin à l'Est n'empêche pas les contacts, ce sont aussi les problèmes de l'intérieur qui occupent le plus largement le public. Peter Friedmann a étudié l'image de la France présentée alors par plusieurs journaux du mouvement ouvrier allemand¹. Il en conclut que cette image est largement entachée d'un « patriotisme » plus ou moins inspiré du désir de revanche. Il existe cependant de rares exceptions, la plus notable étant le "Reichsbanner", l'organisation républicaine militante de la République de Weimar.

En raison du nombre de morts des deux côtés, les notions de vainqueurs et vaincus doivent être relativisés. Cependant, il n'est peut-être pas inutile de différencier le "pacifisme du vainqueur" de celui « du vaincu ». Les deux ont leur origine dans la crainte d'une répétition des horreurs vécues, politiquement alors dans l'idée de prophylaxie, et les deux se heurtent également aux ressentiments. Ce sont ces derniers qui font la différence. Le pacifisme français est en quelque sorte plus libre, plus facilement généreux, tandis que le pacifisme allemand agit sur fond d'un sentiment répandu de déception souvent transformé en frustration. Les deux pacifismes n'ont pas les mêmes adversaires dans leurs pays, aussi se structurent-ils différemment sur le plan social, et dans les têtes des protagonistes. Des régions françaises ont été dévastées, des habitants ont été déracinés et la reconstitution demande des gros efforts financiers, donc l'aide de l'État à travers les accords de réparation et par des subventions. Le rapprochement du côté français peut difficilement faire abstraction des intérêts financiers. Du côté allemand s'impose au contraire un sentiment d'injustice face aux demandes de réparation, un sentiment soutenu par l'appauvrissement des classes moyennes pendant et après la guerre.

Le mouvement pacifiste international d'avant-guerre expliquait notamment que la guerre, fondamentalement inhumaine, est au mieux une pseudo-solution d'un conflit. Par ailleurs l'argumentation est complexe et différenciée, elle n'exclut pas toujours, toute violence, toute mise en jeu de sa propre vie.

La tuerie de la Grande Guerre a laissé des traumatismes psychiques individuels innombrables, des "complexes de culpabilité", du "tueur" et du "survivant". Des "mécanismes" collectifs de refoulement s'imposent, ainsi que la réflexion pacifiste pour de nombreuses personnes, notamment des anciens combattants. Une pensée individuelle devait dépasser l'euphorie collective de "la victoire" en France, la dysphorie de "la défaite" de l'autre côté du Rhin. Des deux côtés elle devait se défendre d'un culte de l'héro, de l'idée d'une "mort pour la patrie", de ces deux attaches symboliques du refoulement collectif. En outre celui-ci se manifeste aussi dans l'attitude d'un pacifisme, moralement expiatoire et volontairement qualifié de "viscéral"².

Le traumatisme collectif de la guerre concerne d'abord, avec des nuances, toute une génération et provoque des réactions plus ou moins collectives dans la génération suivante. Avec le

1 Peter Friedmann, « Das Frankreichbild der Zwischenkriegszeit in ausgewählten Organen der deutschen Arbeiterpresse », *Francia* 17, mars 1990, p. 31.

2 Complexité et contradictions du pacifisme apparaissent bien dans la thèse d' Emmanuel Naquet, *La Ligue des Droits de l'Homme: Une association en politique (1898-1940)*. (Institut d'études politiques de Paris 2005)

temps qui s'écoule depuis la guerre, l'effort "ancien combattant" de rapprochement international se poursuit mais, impatients, les plus jeunes prennent des initiatives et développent leur propres organisations. En 1921, des étudiants et jeunes professionnels, issus principalement de l'École libre des sciences politique et de la faculté de droit, ont formé le *Groupe d'études diplomatiques, économiques et sociales* (GEDES)³, bientôt fortement soutenu par Robert de Jouvenel (1882-1924), journaliste à l'*Oeuvre*⁴ et auteur célèbre de "La République des camarades" en 1914, analyse irrévérencieuse, rigoureuse, des élites politiques. Robert de Jouvenel a également été l'ami d'Alfred de Tarde (1880-1925) représentant d'une droite républicaine conservatrice très active, mue par l'observation du déclin des traditions et de la religion parmi les jeunes. Le GEDES, à l'image de la prestigieuse Conférence Molé-Tocqueville, "pépinière" de députés et réseau des Jouvenel, recrute parmi les adhérents de l'extrême gauche comme de l'ultra-droite catholique⁵.

Robert Lange (1903-1987), neveu d'Henri Bergson, étudiant en droit et membre du GEDES, a l'idée de créer un Groupe universitaire pour la Société des Nations (GUSDN), sur le modèle de celui constitué par Robert Cecil (Lord Cecil 1864-1958) pour la SDN en Angleterre, la Ligue of Nations Union (LNU) avec ses milliers de branches locales. Robert Lange obtient vite le soutien de Robert Cecil, de Léon Bourgeois, de René Cassin (1887-1976) alors professeur de droit à Lille, d'Henry de Jouvenel (1876-1935), le frère de Robert, rédacteur en chef du *Matin*, sénateur de la Corrèze et fervent propagandiste de la SDN. Il recrute notamment parmi les autres membres du GEDES, Jacques Kayser (1900-1963), jeune radical de gauche, neveu d'Alfred Dreyfus ainsi que René Pleven (1901-1993), jeune catholique de la Conférence Olivaint, organisation ultra-conservatrice, proche de l'Action française. À partir de l'hiver 1922-1923 le GUSDN est opérationnel. Du GEDES viennent également ce que Christian Birebent, historien des mouvements en faveur de la SDN, appelle les "pseudopodes" du GUSDN, la *Tribune internationale* de Jean Luchaire (1901-1946) et la Fédération internationale universitaire pour la SDN de Bertrand de Jouvenel (1903-1987), le fils d'Henry. La *Tribune internationale* défend les idées du GUSDN en direction des étudiants étrangers à Paris ; la Fédération de Jouvenel semble la plus en vue des deux du au support de nombreux intellectuels, dont Colette, la belle-mère du jeune écrivain et économiste⁶.

Peu après, un autre groupement essaye d'attirer la jeunesse intellectuelle : la Ligue d'action universitaire républicaine et socialiste (LAURS) constituée en 1924 au Quartier Latin afin de combattre l'Action française et les phalanges de Pierre Taittinger, très actives parmi les étudiants. La LAURS s'affirme vite et se structure en Fédération nationale en 1926-1927 mais elle reste essentiellement parisienne. Un de ses dirigeants, Jean Schwab, étudiant en droit, neveu du constructeur d'automobiles André Citroën, est également membre du GUSDN. Tous les dirigeants de la LAURS appartiennent ou aux "Jeunes Turcs", les jeunes membres du Parti radical qui militent pour une ouverture à gauche, ou sont des jeunes socialistes SFIO. Nous trouvons à la direction de LAURS Pierre Cot (1895-1977) le plus âgé, Jacques Chabannes (1900-1994), Pierre Brossolette

3 Voir Christian Birebent, *Militants de la paix et de la Société des nations. Les mouvements de soutien à la Société des nations en France et au Royaume-Uni 1918-1925*, Paris, Harmattan, 2007. Et le même, *Le groupement universitaire pour la Société des Nations face au crises des années trente*, Matériaux pour l'histoire de notre temps 74, p.14-19 2004 (http://www.persee.fr/doc/mat_0769-3206_2004_num_74_1_976)

4 *L'Oeuvre*, (tirée à 55 000 exemplaires en 1915, à 274 000 en 1939), a été fondée en 1904 par Gustave Téry (1870-1928) en collaboration avec Urbain Gohier (1862-1951). Ce dernier, "dreyfusard antisémite", défend ensuite une ligne éditoriale pacifiste, publie *Le Feu* d'Henri Barbusse pendant la Grande guerre, soutient la politique de Wilson lors de la Conférence de paix, milite pour la SDN ; il sera favorable au Cartel de gauche en 1924 et au Front populaire en 1936. Sur son rôle au sein du RNP auprès de son ancien éditorialiste devenu son directeur, Marcel Déat, voire plus bas (Chapitre 9).

5 Sur Robert de Jouvenel voir Gilles de Bégec, Christine Manigand (dirs), *Henry, Robert et Bertrand de Jouvenel, Crises et métamorphoses de l'État démocratique (1900-1935)* Pu Limoges, actes du colloque du 26 janvier 2001

6 Plus tard la belle-mère et son beau fils seront temporairement amants, facette surtout d'une vie de femme quand l'amour entre beau-père et belle-fille font plutôt « la règle ».

(1903-1944), Pierre Mendes-France (1907-1982) le plus jeune avocat de France en 1928 et André Weil-Curiel (1910-1988). Le programme de la LAURS est ainsi formulé en 1924 :

"Nous voulons (...) la Paix au-dedans comme au-dehors (...) Nous voulons la véritable Société des Nations, celles des démocrates et des pacifistes. Nous voulons préparer les futurs États-Unis d'Europe."

Un tel programme est minimum en raison de sensibilités politiques divergentes. Il s'ajoute la volonté d'un rapprochement franco-allemand réel ⁷.

Dans ce rapprochement franco-allemand, relativement limité – rappelons-le - à des cercles de jeunes intellectuels, Jean Luchaire (1901-1946), dont le parcours sera sulfureux, joue un rôle essentiel. Retraçons les origines du personnage. Son père Julien Luchaire (1876-1962), universitaire grenoblois spécialisé dans la littérature italienne, a fondé en 1907 à Florence le premier Institut français à l'étranger. Patriote, inquiet devant la progression de l'influence de la science allemande, il endosse dès 1914 "la veste du propagandiste en mettant en place une importante machine de guerre" ⁸ Il est appelé auprès du Comité parlementaire d'action à l'étranger, créé suite à l'initiative du député Franklin-Bouillon⁹. Selon les propres mots de Julien Luchaire "La propagande (est) une arme aussi délicate à manipuler que le boomerang"¹⁰. Au lendemain de la guerre, Julien Luchaire qui milite en faveur d'une coopération culturelle des Alliés, finit par diriger en 1925 l'Institut international de coopération intellectuelle (IICI), une nouvelle création de la SDN à Genève. Luchaire dispose d'un vaste réseau de relations politiques et culturelles. Sa première épouse - il sera marié trois fois - Fernande Dauriac (1877-1954), économiste, éditrice chez Stock, est la mère de Jean Luchaire. Le jeune homme achève prématurément ses études en France et passe cinq ans de son adolescence en Italie, à Florence, auprès de sa mère. Parmi les grands noms qu'il rencontre, c'est surtout Jean-Richard Bloch (1884-1947) qui l'impressionne. Le socialiste, romancier, a été le fondateur de la revue *L'Effort libre* (1910-1914) consacrée à l'art et aux idées, « animé par des jeunes...marqué "des caractères de la jeunesse" »¹¹. Une des originalités de la revue : elle offre aux lecteurs des poèmes yiddish. Jean-Richard Bloch a été soldat pendant la Grande Guerre et trois fois blessé. La marraine de Jean Luchaire, Rose-Anita Finaly, soeur du directeur de la banque Paris-bas Horace Finaly (1871-1945), introduit le jeune homme aux affaires.

En 1917 Jean Luchaire¹², publiciste précoce, lance sa première revue à lui, *Jeunes auteurs*. Notons en passant que son beau-père¹³, Gaetano Salvemini (1873-1957), socialiste, appartient à une des grandes familles italiennes antifascistes. En 1919, Jean Luchaire revient à Paris. Un ans plus tard il se marie avec Françoise Besnard et ils auront quatre enfants entre 1921 et 1926. Jean Luchaire fréquente les milieux d'avant-garde, ceux de la revue *Clarté* publiée par Henri Barbusse, le Café napolitain, le salon du médecin et écrivain sioniste, Max Nordau. Il crée une association de conférences et d'actions artistiques. Mais il est surtout journaliste : son oncle Carle Dauriac (1877-19??), écrivain (pseudonyme Armory), critique de théâtre, et Colette lui ouvrent les portes et il collabore au *Matin*, au *Petit Parisien*, à *l'Homme libre*, à *l'Ère nouvelle*, etc. Il passe par les étapes d'échotier de sport et de critique théâtral pour devenir rapidement chroniqueur politique, auteur de

7 Sur la LAURS voir Emmanuel Naquet, « *Éléments pour l'étude d'une génération pacifiste dans l'entre-deux guerres. La LAURS et le rapprochement franco-allemand (1924-1933)* » *MatHNT* 18, 50-58, 1990, ainsi que le même, *La Ligue d'action universitaire républicaine et socialiste (LAURS), un mouvement prototypique de l'entre deux guerres*, *Revue d'histoire moderne et contemporain...*T. 41e, No. 4, Oct. - Dec., 1994...

8 Isabel Renard 2001

9 Voir Cédric Meletta *Jean Luchaire, l'enfant perdu des années sombres*, note 279

10 cité d'après Denis Rolland et al. 2006

11 Christoph Prochasson, *L'effort libre de Jean-Richard Bloch (1910-1914)*, Cahiers George Sorel 5, p. 107, 1987
http://www.persee.fr/doc/mcm_0755-8287_1987_num_5_1_948

12 Sur Jean Luchaire: Cédric Meletta op.cit. Également la brève note biographique : philippepoisson@hotmail.com over-blog.com/article-33011402.html

13 Fernande Dauriac divorcée de Julien Luchaire s'était remariée en 1916

reportages et d'interviews : Kemal Pacha, Ernest Hemingway, la couverture du Plan Dawes etc. Il devient rédacteur en chef de *La Volonté* puis lance en 1927 son propre mensuel *Notre Temps. Revue des jeunes générations européennes*, auquel collaborent des membres de la LAURS et du GEDES : Jacques Chabannes, Pierre Brossolette, Bertrand de Jouvenel, André Weil-Curiel. Ce qui unit le groupe autour de Luchaire, Brossolette, Chabannes, c'est leur volonté de faire parler la "jeune génération", et, durant quelques années, ils défendent le "Briandisme" et se font les propagandistes de la construction européenne ainsi que de l'engagement pour la paix. Les sensibilités politiques sont cependant loin d'être les mêmes au sein du groupe. Les Jeunes Turcs ont désapprouvé l'entrée d'Édouard Hériot, leur chef de parti, dans le cabinet d'Union nationale de Raymond Poincaré en 1926. Ils oeuvrent pour une réforme du Parti radical et une union à gauche. Le journaliste Pierre Brossolette les appuie ; mais en 1930 il écrira à Luchaire qu'il ne voit pas d'échec du jeune radicalisme parce qu'il n'ait jamais cru en son existence. Il adhérera alors à la SFIO. Le groupe, radical et socialistes confondus, a néanmoins en commun un refus idéologique du communisme, qu'il partage avec bon nombre de leur "pères" et parrains.

En 1929, un professeur de dessin à Karlsruhe, Otto Abetz (1903-1958), de la même génération postérieure au feu, cherche à intensifier ses contacts en France. Otto Abetz a été un "Wandervogel" (« Oiseau randonneur », association de jeunes randonneurs proclamant une vie « proche de la nature ») depuis l'âge de 10 ans. En octobre 1913 des jeunes de toute l'Allemagne, issus principalement de la classe moyenne, s'étaient réunis en une immense manifestation contre les formes de vie convenues, contre l'esprit militariste, pour des nouvelles vues sur l'éducation et une vie sociale plus "naturelle", qui se ressourcent "dans la nature" ; un ans plus tard, un grand nombre d'eux était mort à la guerre... En 1927, Otto Abetz est élu président du groupe de travail des groupes de jeunes de Karlsruhe, ce qui lui offre la possibilité de poursuivre l'organisation de rencontres entre jeunes des deux pays voisins, alors que les obstacles bureaucratiques concernant visa, devises etc. rendent ces rencontres difficiles. Il trouve des sympathisants à ses projets dans des cercles d'anciens combattants, notamment autour de Marc Sangnier comme on l'a vu plus haut et il se lie d'amitié avec Jean Luchaire. Durant l'été 1930 il organise une rencontre au Sohlberg (Forêt Noire) à laquelle participe une centaine de jeunes gens, essentiellement français. Viennent en nombre les membres du groupe autour de *Notre temps*. Est également présent Alexandre Marc (Alexandre Lipianski, 1904-2000) de l'*Ordre nouveau*, proche d'Emmanuel Mounier (1905-1950) et du néo-thomiste et germanisant Jacques Maritain (1882-1973); ces deux hommes fonderont *Esprit* l'organe des personnalistes, en 1932. La réunion de Sohlberg est considérée comme un succès et décision est prise de se réunir de nouveau l'an prochain en France. Otto Abetz officialise alors le "Sohlbergkreis", le Cercle du Sohlberg et lance un petit périodique du même nom *Der Solbergkreis*¹⁴. Il épousera Suzanne de Bruyker, la secrétaire de Jean Luchaire.

Rappelons le contexte politique dans lequel se tient la rencontre de Sohlberg. En 1928, le NSDAP (National-Sozialistische Deutsche ArbeiterPartei - Parti ouvrier national-socialiste allemand) compte 280 membres à Karlsruhe, capitale du pays de Baden. Le 20 mai, il a obtenu aux élections du Reichstag 3,1% des votes à Karlsruhe, tandis que la moyenne nationale est de 2,6 %. L'année suivante, il entre au Parlement régional de Baden avec 7 % des votes. En 1930, il compte environ 1000 membres à Karlsruhe. Aux



14 Y écrivent : Otto Abetz, Friedrich Bran (co-éditeur de *Der Sohlbergkreis*), Max Clauss, Hermann Maas, Dr. Mittelstrass, Prof Dr. Gustav (Lycée du Birklehof puis à partir de 1933 directeur du Lycée Salem), Walter Reusch, André Berck, Pierre Brossolette, Philippe Fauré-Frémiet (1888-1954, musicologue, fils de Gabriel Fauré), Bertrand de Jouvenel, Jean Luchaire etc., etc..

élections du mois de septembre, juste donc après la réunion du Sohlberg, il obtient 26 % à Karlsruhe, presque 8% plus que la moyenne nationale (18,3%) : le NSDAP devient la fraction la plus forte au conseil municipal de Karlsruhe...

En 1931, une nouvelle réunion à la suite de celle du Sohlberg a lieu à Rethel du 2 au 9 août. André Weil-Curiel passe régulièrement ses vacances à Herpy, villégiature familiale dans le canton de Rethel, dont son beau-père, Marcel Braibant, est le conseiller régional. Est-ce Weil-Curiel qui est à l'origine du choix du lieu ? En tout cas, il est le secrétaire général du congrès dirigé par Jean Luchaire. L'événement sera mémorable. Pour le *Journal des débats* il ne vaut qu'une brève, mais *La Croix* publie un compte-rendu quotidien à partir du 5 août. ("Le congrès de Rethel").

Du côté allemand, 70 participants représentent les diverses organisations de jeunesse ; seuls les hitlériens, selon le journal, se sont retirés au dernier moment. Du côté français, les communistes et les jeunes de l'Action française n'ont pas été invités. Participe également Hermann Maaß (1897-1944), secrétaire général du Comité national des organisations allemandes de la jeunesse (Geschäftsführer des Reichsausschusses der deutschen Jugendverbände) depuis 1924 ; il perdra cette fonction en 1933. Collaborateur, puis partenaire dans une petite entreprise de « gagne-pain », du social-démocrate, syndicaliste et ministre Wilhelm Leuschner, poursuivi pendant la dictature, Hermann Maaß partagera le sort de résistant de Wilhelm Leuschner : condamné à mort, il sera pendu à la suite de l'attentat du 20 juillet 1944.



Notons comme autre participant de marque Max Clauss (1901-1988). Ce romaniste, étudiant à Paris dans le cadre d'un programme d'échange universitaire, grâce à son ami Pierre Viénot du Comité Mayrisch¹⁵, traducteur d'André Malraux, est rédacteur de la *Europäische Revue* depuis 1926. Dans le comité de rédaction du périodique figurent notamment Alfred Weber, Arnold Bergsträsser, Carl Schmitt. Cette publication qui se veut au dessus du clivage traditionnel gauche-droite, est sponsorisée par quelques grands industriels. Y écrivent Paul Valéry, Henry de Montherlant, D.H. Lawrence, Ortega y Gasset, Émile Vandervelde, Hendrik de Man, Drieu la Rochelle, C.G. Jung, Henri Lichtenberger, Wladimir d'Ormesson, Émile Mayrisch, Winston Churchill, Leo Baeck, Hans Blüher, Ernesto Grassi, Rainer Maria Rilke, Thomas Mann, Werner Sombart, Gustav Stresemann, Aldous Huxley, H.Wells, Theodor Heuß, Hugo von Hoffmannsthal, Arnold Zweig. C'est donc une publication prestigieuse portée par l'esprit d'un « modernisme conservateur » d'une élite culturelle et économique, élite qui présente ses

idées au sujet d'une future Europe. Max Clauss quittera la rédaction en 1933, quand le fondateur et éditeur Karl Anton Rohan s'associera à Joseph Goebbels, ministre de propagande et propagandiste d'une autre vue sur l'Europe. Mais Clauss rejoindra néanmoins le NSDAP et travaillera, comme Otto Abetz et Fritz Bran, dans l'Office Ribbentrop du Parti. En 1939 il publiera *La France tel qu'elle est vraiment* (en allemand) et, en 1943, *Le fait Europe* (Die Tatsache Europa). Le successeur de Max Clauss à la *Europäische Revue*, Joachim Moras, sera en 1947 un des fondateurs de la très renommée revue *Merkur*. Max Clauss aurait sollicité, en tant que rédacteur de la

15 Voir plus haut, p.

Europäische Revue, la contribution de Ernst Jünger et Hans Grimm. L'un et l'autre auraient refusé, dégoûtés « *comme si on leur proposait d'apparaître nus sur scène dans une revue avec Joséphine Baker* ». ¹⁶

Du côté français sont présents le groupe des organisateurs de *Notre Temps*, bien sûr, ainsi que l'*Ordre Nouveau*, et la *Jeune droite*, qui se veut "non-conformiste" ; dans ses rangs, Maurice Blanchot (1907-2003), ami d'Emmanuel Levinas (1906-1995) et "heideggérien", écrit au *Journal des débats*, sur la politique étrangère. Tous ont une idée de l'Europe future et remettent en question la politique française face au révisionnisme allemand au sujet des clauses du traité de Versailles. Alexandre Marc rejette d'emblée le "briandisme" et la SDN. Les autres "personnalistes" le suivent : Henri Daniel-Rops (Henri Petiot 1901-1965), Denis de Rougemont (1906-1985), Jean Jardin (1904-1976), Robert Aron (1898-1975), l'ancien combattant parmi les "jeunes" de moins de 30 ans ; on note la présence de nombreux futurs "européens". Est également présent Philippe Lamour (1903-1992), , avocat d'abord proche du Faisceau, germanophobe. Avec Le Corbusier et Fernand Léger, il vient de mettre sur pied une revue, *Plans*, tendance « Ordre nouveau », anticapitaliste et anticommuniste. Il initie ainsi le « Planisme » qui, avec la crise, inspirera des économistes, des sociologues (Claude Lévy-Strauss...) et des intellectuels proches de la CGT, tels que Francis Delaisi (1873-1947) ; on y trouve également des polytechniciens tels que Jean Coutrot (1895-1941), lui aussi ancien combattant, et futur membre du groupe X-crise¹⁷. Tous abandonneront le groupe de *Notre Temps* et déclareront impossible les contacts amicaux franco-allemand, à l'exception de Daniel Rops qui se séparera de Luchaire mais gardera le contact avec Abetz.

Les membres de la *Jeune droite*, collaborateurs de la *Revue française* de Charles Maurras - Jean-Pierre Maxence (Pierre Godmé), Thierry Maulnier (1909-1988), Robert Francis (sont-ils tous les trois présents à Rethel?) - n'ont rien à faire de la politique française. Ils affichent un pragmatisme "révolutionnaire" fidèles à l'idée d'une "minorité agissante" qui, par un coup de force, mettra en place leur modèle du pouvoir, d'après les conceptions de Curzio Malaparte. Ils critiquent pourtant les Allemands et Italiens, "révolutionnaires" de droite, pour leur insuffisance idéologique. Les contacts "amicaux" franco-allemand leur posent pas de problèmes. Dans leur refus d'un supposé "bellicisme" de l'État ils s'acoquineront avec les antisémites de Darquier lors de la crise de l'Éthiopie en 1935 ¹⁸

A la réunion de Rethel en 1931, la limite d'âge des participants est fixée à 40 ans. Les femmes y semblent être totalement absentes. Après la remise d'une gerbe au monument des morts en présence du maire et du sous-préfet, des fleurs ont été posées aux cimetières militaires français et allemand. La séance inaugurale a lieu à l'École d'agriculture le dimanche soir avec des allocutions de Jean Luchaire et d'Otto Abetz puis deux chorals en allemand.

Lundi matin, André Weil-Curiel ouvre la première séance de travail, Jean Luchaire étant "retenu par la partie matérielle de l'organisation". André Berge (1902-1995), est le premier orateur. Médecin, psychanalyste, écrivain, il est le co-fondateur, avec son frère François, de la revue *Les Cahiers du mois*. Petit-fils de Felix Faure, il a découvert en 1924 les fameux "questionnaires" de Marcel Proust dans les papiers de sa mère. Il évoque le livre de Julien Benda (1867-1956), *La trahison des clercs* (1927). En fait, le texte, très controversé de ce "*plus grand emmerdeur du siècle*"¹⁹, semble bien fait pour introduire le débat sur "*les élites intellectuelles des jeunesse française et allemande face aux devoirs européens.*" Julien Benda, le dreyfusard, le critique caustique d'Henri Bergson, le futur compagnon de route des communistes, fustige l'usurpation de

16 Sur Max Clauss et Pierre Viénot, cf. Guido Müller, *Europäische Gesellschaftsbeziehungen...* München, Oldenbourg, 2005 ; Gaby Sonnabend, *Pierre Viénot (1897-1944), Ein Intellektueller in der Politik*, München, Oldenbourg, 2005.

17 Du planisme il sera de nouveau question plus bas, dans le prochain chapitre.

18 Pour une analyse de ces groupements non-conformistes, leurs revues et leur "sensibilité fasciste" selon Pierre Milza, voir Véronique Auzépy-Chavagnac, [Mil-neuf-cent 13, 1995](#).

19 Sur Étienne, cf. Wikipedia, à propos de Benda

tous les "ismes", de l'antisémitisme au marxisme, en passant par le pacifisme et le nationalisme, par les intellectuels entrés en politique, la trahison de la "patrie" des idées universelles. Julien Benda critique en particulier les pacifistes et il n'est pas tendre non plus avec les Allemands. De son côté, André Berge semble s'inquiéter du dynamisme des jeunes et souligne la nécessité de s'interroger à ce sujet par le moyen du *"dialogue intérieur"*.

L'autre orateur de la journée est Friedrich Bran (1904-1994). Ce romaniste et germaniste, ami d'Otto Abetz et rédacteur du *Der Sohlbergkreis*, est membre de la Deutsche Freischar, une organisation de jeunesse d'un nationalisme plutôt modéré. Friedrich Bran compare les jeunesses des deux pays, la française, sûre d'elle-même, souvent perçue comme impérialiste chez les voisins, et l'allemande qui a perdu confiance en elle et se cherche. Il termine en rappelant une phrase d'André Gide : pour tout intellectuel européen il est nécessaire de faire un effort loyal pour comprendre les peuples qui l'entourent. Friedrich Bran ne tardera pas d'être un gradé (Oberstammführer, les „Führer“ étant ceux du Reich, du Gebiet (région), du Bann (autour de 3000 membres), du Stamm (environ 600 membres), etc.. jusqu'à la Schar (moins de 10 membres) de la jeunesse Hitlérienne (obligatoire de 14 à 18 ans). Il rejoindra le NSDAP en 1933, épousera deux ans plus tard une adhérente très ancienne du parti et fera carrière avec Otto Abetz, en dépit de ses origines juives, dans le secteur du parti dirigé par Ribbentrop, en particulier en relation avec la France et les Français en Allemagne dans le domaine de la propagande parmi les prisonniers français). Après la guerre il sera bibliothécaire et écrivain à Calw/Forêt Noire et reprendra son activité en faveur d'un rapprochement franco-allemand des jeunes. L'après-midi et la soirée de cette première journée sont consacrés à la discussion des deux conférences et aux échanges individuels, ainsi qu'au chant et à la musique.

Le débat du mardi tourne autour des *"aspects économiques de l'Union européenne"*. La parole est d'abord donnée à Max Clauss. L'ami de Pierre Viénot a participé - sans que cela se sache - à une rencontre tenue secrète entre des banquiers et industriels au Luxembourg en mars 1931²⁰. Il est un orateur prédestiné pour la thématique de la journée. Il prône un ordre nouveau économique avec l'entente franco-allemande *"sans s'occuper des anglo-saxons"* qui jouent "le troisième larron", pendant que la France et l'Allemagne ne s'entendent guère. Il parle d'abord en allemand d'abord puis *"dans un français très pur"*. *"L'Allemagne est dans une situation difficile qui n'est pas entièrement de son fait"*.

À Rethel, Bertrand de Jouvenel, duquel nous avons parlé plus haut, prend ensuite la parole dans la salle de l'école d'agriculture. S'affirmant largement d'accord avec son prédécesseur allemand sur la nécessité de l'entente, il se demande comment l'Europe pourra se réaliser. Comme les nations se sont formées historiquement, l'idée pourrait maintenant dépasser le cadre national. Une question actuelle le préoccupe, celle de l'Anschluss. L'Autriche serait trop petite et économiquement ruiné par cette éventuelle union politique. De même, les douanes ne peuvent pas être levées car l'industrie, et en premier lieu l'agriculture, en ont besoin. Dans la crise actuelle - de surproduction selon l'orateur -, les pays ont besoin de débouchés. Bertrand de Jouvenel propose de rendre ses anciens colonies africaines à l'Allemagne. Sans l'ouverture de nouveaux marchés, le système capitaliste s'écroulera tout entier...

L'après-midi, 150 participants visitent Reims et sa cathédrale. Une réception est donnée à la mairie. Au discours de l'adjoint au maire répondent Hermann Maas, Max Clauss et André Weil-Curiel. Ensuite, on descend aux caves champenoises.

20 Guido Müller, "Außenpolitik ohne Eigenschaften", in Ilja Miek, Pierre Guillen, *Deutschland, Frankreich, Russland*, München 2000

La Croix du mardi 11 août 1931 rapporte dans son compte-rendu de la sixième journée du congrès (le samedi le 8 août) que le premier orateur en est Walther Reusch (1906-2002). Jeune conservateur (Jungkonservativer), membre du cercle autour de l'historien catholique et national-socialiste Martin Spahn (1875-1945), c'est un futur spécialiste de la Belgique flamande et membre de l'Abwehr (Service secret militaire). Il intervient sur les territoires perdus du Reich, à la suite du traité de Versailles : le manque de débouchés à l'ouest forcerait l'Allemagne à se tourner vers la Russie.

Pierre Brossolette, « *SFIO des plus avancés* » selon *La Croix*, « commence par donner son adhésion à certaines revendications des Allemands, précédemment formulées sur les chiffres

scandaleux (!) du budget de la guerre français, etc. Et cependant il affirme que tant que les revendications allemandes seront allemandes, c'est à dire tant que l'Allemagne revendiquera, au seul nom de la nationalité, des kilomètres carrés de territoire, tant que ses revendications ne seront pas internationales, elles paraîtront et, en fait, seront égoïstes et ne pourront jamais servir de base à une entente ». Faut-il rappeler que l'idée centrale du congrès est celle d'une Union européenne ?

Jean Luchaire lit la communication de Louis Dumat (1901-1975) qui n'a pas pu venir. Député de l'Union républicaine démocratique et secrétaire de la Chambre, il sera le délégué des Français du Maroc à la Constituante en 1945-1946, «... *la France a trop souffert pour ne pas être unanime à demander la paix. Examinant ensuite les possibilités d'une Union européenne, M. Dumat constate une poussée des jeunes vers cette idée, mais il redoute de l'Allemagne un retour vers le passé et un progrès de l'impérialisme...* »

La Croix note aussi « *qu'à Herpy-l'Arlésienne, sur les bords de l'Aisne, d'importantes conversations viennent de réunir M. Hermann Maas* », représentant quatre millions d'adhérents des associations, toutes tendances comprises, qui forment son Comité, et M. Jean Luchaire ; de son côté, il apporte 270 000 adhérents à travers les associations du Comité d'entente de la jeunesse française pour le rapprochement franco-allemand, qu'il préside. Cette rencontre réunit deux futurs condamnés à mort, l'un pour faits d'opposition au régime nazi en Allemagne, l'autre pour faits de collaboration en France avec ce régime. La rencontre a lieu à l'invitation du propriétaire et de son beau-fils à la villégiature des Braibant et des Weil-Curiel.

À Marcel Braibant, parrain du congrès et beau-père de l'un des organisateurs, la justice reprochera plus tard d'avoir gardé en mémoire en particulier Friedrich Bran et Max Clauss. Elle lui reprochera d'avoir essayé de reprendre contact, en tant que publiciste, avec l'intention de « collaborer » avec ces deux

Le Congrès franco-allemand de Rethel

(Sixième journée)

La question du « couloir de Dantzig », qui figurait à l'ordre du jour, avait attiré au Congrès une plus grande affluence de délégués dont aucun n'aurait voulu manquer ce débat qui fut, au reste, des plus intéressants.

Les Allemands, méthodiques, avaient dressé de nombreuses cartes et schémas dont l'examen permit aux auditeurs la compréhension complète de la question. M. Walter Reusch, parlant spécialement du couloir polonais et de la Haute-Silésie, compare ce couloir à un corridor qui, suivant la vallée du Rhône, séparerait de la France toute la partie qui serait comprise à l'Est.

Dantzig est pareillement isolée et le port polonais de Gdynia le menace dans sa vie même.

La Haute-Silésie est séparée de l'Allemagne et son bassin minier est exploité par une Société étrangère.

L'Allemagne ayant besoin de débouchés pour ses industries, afin d'éliminer le chômage, ne peut que les trouver dans les pays du Sud-Est, où la France n'a pas d'intérêts commerciaux. Il faut donc que les frontières, de ce côté, soient grandes ouvertes à l'Allemagne pour la sauver de la crise dont elle souffre.

L'Allemagne, bien que « bonne Européenne », sous la pression de la souffrance faite de débouchés pour son commerce, se dirige vers la Russie. Direction dangereuse, certes, pour les Allemands, mais inévitable dans ce cas. L'orateur allemand a été suivi avec une attention passionnée.

L'orateur français, M. Brossolette, S. F. I. O. des plus avancés, prend, à son tour, place à la tribune, et rapidement, comme préambule, commence par donner son adhésion à certaines revendications des Allemands, précédemment formulées sur les chiffres *scandaleux (!)* du budget de la guerre français, etc.

Et cependant il affirme que, tant que les revendications allemandes seront allemandes, c'est-à-dire tant que l'Allemagne revendiquera, au seul nom de la nationalité, des kilomètres carrés de territoire, tant que ses revendications ne seront pas internationales, elles paraîtront et, en fait, seront égoïstes et ne pourront jamais servir de base à une entente.

Après ce discours, dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'il provoqua dans l'auditoire des « mouvements divers », le président, M. J. Luchaire, donne lecture de la communication de M. Louis Dumat, député de Paris, lequel devait prendre la parole la veille.

— Chaque nation, dit-il, en résumé, voit ses relations extérieures conditionnées par sa politique intérieure. En France, la masse possède encore un très vif sentiment national et même local. Mais la France a trop souffert pour ne pas être unanime à demander la paix.

Examinant ensuite les possibilités d'une Union européenne, M. Dumat constate une poussée des jeunes vers cette idée, mais il redoute de l'Allemagne un retour vers le passé et un progrès de l'impérialisme.

Enfin, malgré la circonspection très compréhensible de ceux qui ne peuvent oublier que deux fois en un demi-siècle la France fut envahie, M. Dumat exprime l'espoir que, grâce aux efforts compréhensifs de tous, la paix deviendra une certitude.

Un tel débat ne pouvait se clore sans une discussion serrée. Plusieurs congressistes intervinrent avec vigueur, et le Congrès se sépara, envoyant au lendemain la suite des débats.

À Herpy-l'Arlésienne, sur les bords de l'Aisne, d'importantes conversations viennent de réunir M. Hermann Maas, secrétaire général du « Reichsausschus Deutschland Jugendverbände » (Union centrale de plus de cent organisations de jeunesse allemande, comprenant les Associations des différentes tendances, au total, 4 millions d'adhérents), et M. Jean Luchaire, président du Comité d'entente de la jeunesse française pour le rapprochement franco-allemand (organisation comprenant un grand nombre d'Associations de jeunesse française, catholique, laïque, protestante et de diverses tendances politiques, au total 270 000 adhérents).

Au cours de ces conversations, MM. Hermann Maas et Jean Luchaire ont examiné les divers problèmes relatifs à la situation de la jeunesse en Allemagne et en France.

Ils se sont accordés sur l'utilité de poursuivre très prochainement, par une initiative pratique, l'étude des questions générales et spéciales touchant les intérêts communs de la jeunesse européenne.

confrères ennemis. Au plus tard au moment de la guerre personne ne pouvait être dupe que l'Europe d'Hitler ne serait pas celle que la plupart des participants du congrès de 1931 s'imaginaient et si quelques uns se sont prêtés aux intérêts des occupants c'est ou par opportunisme ou par l'idée de pouvoir avancer ou maintenir l'idée d'un bon projet sous la couverture du mauvais. Dans ce dernier cas, va savoir que ce n'est pas aussi de l'opportunisme, la ruse comporte le danger de sous-estimer l'adversaire et de se planquer d'une manière ou de l'autre.

Le texte intégral des contribution du Congrès de Rethel, publié dans *Notre Temps* n°104-105 est disponible sur microfiche à la BNF, MICR D-1184. Il reste à explorer dans ce numéro de *Notre Temps* notamment les discours de Maass, de Philippe Fauré-Frémiet (1889-1954, ancien combattant, homme de lettres, musicologue, second fils de Gabriel Fauré, Frémiet étant le nom de sa mère, de Gustav Mittelstraß (1891-1943, ancien combattant, professeur de pédagogie, membre du Cercle George-Kreis) ainsi que la contribution de Pierre Viénot. Le discutant communiste Göpfrich, chômeur à l'époque, est probablement Franz Göpfrich, qui après 1945 sera social-démocrate, architecte à Konstanz. Pour Philippe Fauré-Frémiet voir son *Esquisse d'une philosophie concrète*, Paris PUF 1954, préface de Wladimir Jankelevitch.